

L'habitat rural entre 1999 et 2009 : des évolutions contrastées

Après deux siècles d'exode rural, le mouvement entre villes et campagnes s'est inversé à partir des années 1970. Ainsi, jusqu'à la fin des années 1990, la population des campagnes a augmenté légèrement plus vite que celle des villes. Le phénomène s'est fortement amplifié au cours de la dernière décennie : entre 1999 et 2009, le taux d'évolution de la population au sein des espaces ruraux a été deux fois plus élevé qu'au sein des espaces urbains (11,6 % contre 4,9 %). Cet accroissement démographique est essentiellement lié à l'arrivée de nouveaux habitants. Son impact sur l'habitat est variable suivant les territoires. Les dynamiques combinées de la population et du parc de logements, observées entre 1999 et 2009, permettent de classer les communes en cinq groupes distincts.

Sur la période 1999-2009, cinq groupes d'espaces ruraux (*méthodologie*) se sont distingués par des dynamiques de population et de parc de logements différents.

Selon l'éloignement de la commune et sa localisation, l'arrivée de nouveaux habitants n'a pas nécessairement entraîné de nouvelles constructions. Le parc de logements existants, vacants ou anciennement occupés en tant que résidences secondaires, a pu en effet être partiellement converti en résidences principales.

Une forte évolution démographique dans l'espace rural entre 1999 et 2009

Au 1^{er} janvier 2011, la France métropolitaine compte 36 568 communes parmi lesquelles 80,2 % composent l'espace rural dans le découpage par unités urbaines de 2010 (*définitions*). Cet espace est relativement stable depuis le zonage établi en 1999 : 95,5 % des communes rurales de 1999 sont restées dans l'espace rural défini en 2010. Les 1 369 communes rurales restantes sont devenues des petites unités urbaines, généralement de moins de 5 000 habitants, essentiellement en raison de

leur absorption par les espaces urbains adjacents.

Au sein de cet espace rural resté rural, l'évolution démographique a été la plus forte : la population y a augmenté de 11,6 % entre 1999 et 2009 alors qu'elle a progressé sur la même période de 4,9 % dans les espaces urbains restés urbains et de 6,7 % sur l'ensemble du territoire métropolitain. Contrairement au phénomène observé dans les espaces urbains, ce fort accroissement démographique est avant tout porté par un afflux extérieur de population : le solde migratoire apparent (*définitions*) participe à hauteur de 9,6 points à la croissance démographique tandis que le solde naturel contribue positivement, mais de façon plus faible (+ 2,0 points) - (*tableau 1*).

Ainsi, les caractéristiques des ménages résidant dans les communes rurales ont fortement évolué entre 1999 et 2009, entraînant des conséquences sur l'habitat : de nouvelles constructions sont apparues (26 logements par an et par hectare) - (*encadré*) et les modes d'occupation du parc de logements ont également évolué (réaffectation en résidences principales de résidences secondaires ou de logements vacants).

Tableau 1 : évolution de la population selon le découpage en unités urbaines

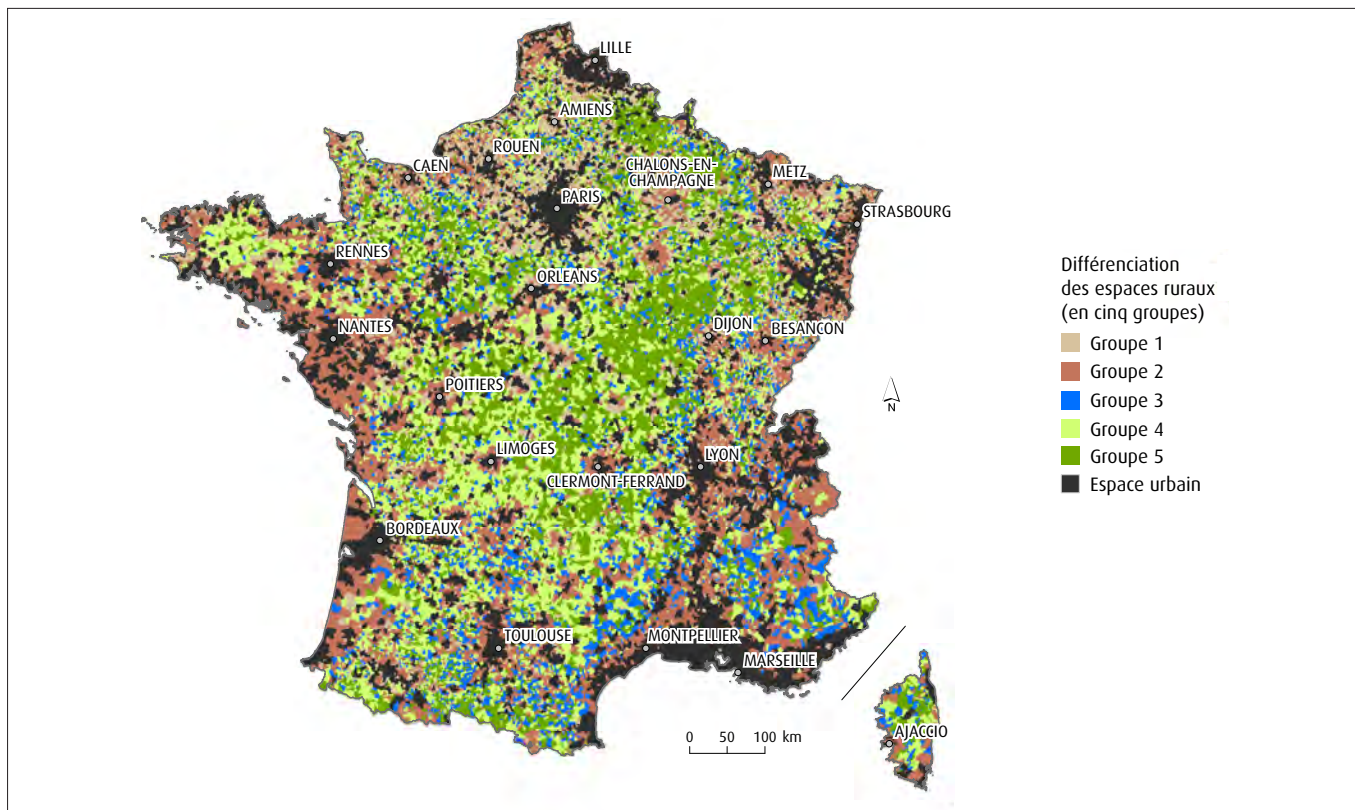
En %

Découpage géographique	Communes rurales restées rurales	Communes urbaines restées urbaines	France métropolitaine
Évolution de la population entre 1999 et 2009	11,6	4,9	6,7
<i>due au solde naturel</i>	2,0	4,8	4,2
<i>due au solde migratoire apparent</i>	9,6	0,1	2,5
Évolution du nombre de logements entre 1999 et 2009	15,8	10,5	12,1
Évolution du nombre de résidences principales entre 1999 et 2009	17,6	11,1	12,8

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2009

Carte : dynamiques de logement dans les communes rurales - typologie en cinq groupes



Sources : Sit@del, Filocom (1999, 2009), Insee, recensement de la population (1999, 2009)

Des propriétaires de maisons individuelles : une caractéristique constante des espaces ruraux

En 2009, l'espace rural concentre 14,2 millions d'habitants, soit 22,8 % de la population sur 78,2 % de la superficie du territoire français (hors DOM). La densité moyenne de population y est faible (33 habitants au km²) ainsi que la densité résidentielle (18 logements au km²). En comparaison, l'espace urbain affiche une densité de population de 406 habitants au km² et de 206 logements au km².

L'habitat individuel est prépondérant dans les espaces ruraux : 9 logements sur 10 sont des maisons dont près des trois quarts constituent de l'habitat isolé. Cette caractéristique constante sur la période prédomine au sein des nouvelles constructions : 86,5 % des logements construits entre 1999 et 2009 sont de l'individuel.

Les logements sont plus grands qu'au sein des espaces urbains (95 m² par logement contre 76 m²) et les personnes disposent davantage de surface (41 m² par personne contre 35 m²).

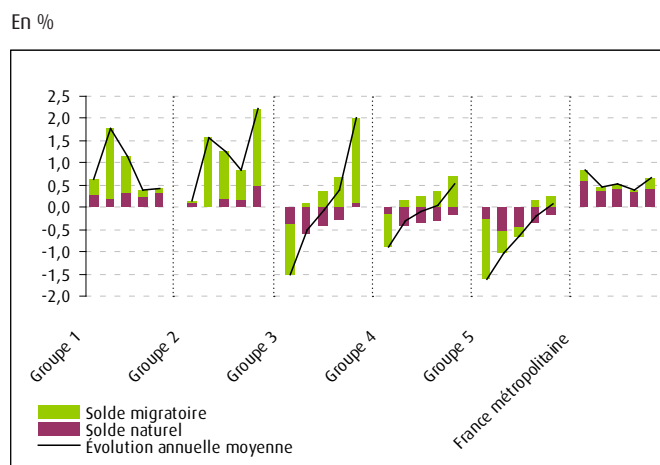
Plus des trois quarts des ménages sont propriétaires. La part de locataires est constante sur la période 1999-2009 et s'établit à 19,1 %, tout comme la part des locataires d'un logement HLM (3,3 % des ménages contre 14,6 % en France métropolitaine). Seule la part de ménages logés gratuitement diminue sur la période passant de 5,8 % à 2,7 % des ménages dans un mouvement qui s'inscrit dans une tendance nationale.

Des espaces ruraux encore dynamisés par les espaces urbains proches

Le premier groupe (*carte*) est constitué de communes rurales situées principalement en couronne de l'Île-de-France, en Haute-Normandie ainsi que dans les régions du Nord et de l'Est de la France telles que la Picardie, la Lorraine, la Champagne-Ardenne et le Nord-Pas-de-Calais couvrant ainsi 4,7 % de la population française et 9,9 % du territoire. Ces espaces ruraux sont proches des pôles urbains : 68,3 % de ces communes appartiennent désormais à l'espace périurbain défini selon le zonage en aires urbaines de 2010 (*définitions*) et la ville centre la plus

proche se situe à 9,3 km. Ces communes très attractives jusque dans les années 1990 (*graphique 1*) ont donné lieu à un nombre important de nouveaux logements, principalement des maisons individuelles isolées : la moitié des ménages ont emménagé entre 1970 et 1999 et 41,3 % des résidences principales ont été construites entre 1949 et 1989, alors que, dans l'ensemble des communes rurales, cette période de construction représente 32,5 % du parc des résidences principales.

Graphique 1 : évolution annuelle moyenne de la population due au solde naturel et au solde migratoire apparent entre deux recensements



* Chaque bâtonnet correspond à l'évolution moyenne annuelle de la population entre deux recensements.
Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, recensements de la population (1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2009)

Depuis 1990, l'évolution de la population au sein de ce groupe, moins dynamique qu'auparavant, s'explique surtout par un nombre de naissances toujours supérieur au nombre de décès, le solde migratoire étant quant à lui devenu très faible (*graphique 1*). Ainsi, la dynamique démographique est nettement inférieure à celle observée dans les autres espaces ruraux (+ 4,1 % contre + 11,6 % entre 1999 et 2009). La population y est vieillissante : plus de la moitié des personnes de référence (*définitions*) des ménages est âgée de 40 à 64 ans contre 48,1 % pour l'ensemble des communes rurales. Un ménage sur trois

est un couple avec des enfants. Les enfants âgés de 11 ans et plus sont surreprésentés et la part des jeunes de 18-24 ans est particulièrement élevée (14,5 % contre 12,6 % des enfants des couples sur l'espace rural).

Pourtant, la dynamique de construction se poursuit, tirée par les enfants ayant grandi dans ces espaces ruraux et qui quittent peu à peu le foyer parental. Entre 1999 et 2009, 29 logements par hectare ont été construits en moyenne par an. En 2009, la densité résidentielle y est relativement élevée : 25 logements au km² (*tableau 2*).

Tableau 2 : construction, densité résidentielle et évolution de l'occupation du parc selon la typologie de l'espace rural

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5	Ensemble rural
Construction entre 1999 et 2009						
Densité de construction annuelle moyenne (en nombre de logements construits/ha)	29,2	55,3	16,1	15,9	5,3	25,7
Densité résidentielle						
Densité résidentielle en 1999 (en nombre de logements/km ²)	22,1	21,3	10,1	14,4	8,9	15,5
Densité résidentielle en 2009 (en nombre de logements/km ²)	24,7	26,6	11,6	15,9	9,4	18,0
Évolution de la densité résidentielle entre 1999 et 2009 (en %)	11,9	25,1	15,3	10,7	5,5	15,8
Évolution de l'occupation du parc						
Part de résidences principales non présentes en 1999 (en %)	13,0	24,0	17,6	12,3	7,2	16,8
Part de résidences principales existantes en 1999 (en %)	81,0	68,4	67,3	76,1	78,2	73,7
Part de résidences principales issues de résidences secondaires en 1999 (en %)	2,7	4,2	9,3	6,1	8,4	5,1
Part de résidences principales issues de logements vacants en 1999 (en %)	3,2	3,5	5,9	5,5	6,2	4,4

Champ : communes rurales restées rurales.

Sources : Sit@del, Filocom (1999, 2009), Insee, recensements de la population (1999, 2009)

Les terres rurales des littoraux atlantique et méditerranéen : espaces attractifs récents

Les communes du deuxième groupe (*carte*) présentent des caractéristiques semblables à celles du premier groupe en termes de proximité aux espaces urbains et de densité résidentielle. Elles se situent principalement à l'arrière des espaces urbains du littoral atlantique et méditerranéen mais aussi le long des espaces frontaliers de l'Est et dans le sillon rhodanien. Elles abritent 9,1 % de la population française sur 20,6 % du territoire métropolitain.

Ces espaces connaissent une forte évolution démographique : + 22,2 % entre 1999 et 2009, soit le double de la croissance de l'ensemble des communes rurales. En effet, au solde naturel nettement excédentaire s'ajoute une arrivée massive de population.

Les migrants (*méthodologie*) sont principalement issus du même département (64,4 % des arrivants) et arrivent plus souvent d'une ville. Ce sont le plus souvent des couples avec enfants.

En conséquence, les ménages sont plus jeunes que dans l'ensemble des communes rurales : en 2009, 24,3 % des personnes de référence sont âgées de 25 à 39 ans contre 21,4 % pour l'ensemble. Plus d'un enfant sur deux, au sein des couples avec enfants, ont 10 ans ou moins.

L'arrivée de ces nouveaux ménages s'est traduite par une forte dynamique de construction neuve : 55 logements par hectare en moyenne par an contre 26 logements par hectare en moyenne par an sur l'ensemble des zones rurales (*tableau 2*). Ces communes laissent davantage de place aux logements de type collectif : 13,0 % contre 8,7 % en moyenne sur les communes rurales. Cette particularité se poursuit au sein des constructions neuves : 15,5 % des constructions d'après 1999 sont de type collectif contre 13,5 % en moyenne sur les communes rurales.

Les espaces à dominante touristique : nouveau mode d'occupation du parc

La croissance de la population dans le troisième groupe de communes (*carte*) est forte, proche de celle du deuxième groupe (+ 20,1 %) et s'explique plus encore par l'arrivée de nouveaux habitants (19,0 points de croissance). Les migrants s'installent dans des communes situées essentiellement en région Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et plus éloignées des espaces urbains que

celles des deux premiers groupes. Seulement 1,4 % de la population française habite au sein de ces communes couvrant 8,6 % du territoire.

Les ménages viennent plus souvent d'un autre département et sont plus âgés qu'au sein des deux premiers groupes : plus d'une personne de référence migrante sur cinq est retraitée ou inactive. En revanche, ces ménages s'installent aussi bien dans des constructions nouvelles que dans le parc existant. Ainsi, 15,2 % des résidences principales de 2009 sont issues de logements vacants ou occupés comme résidence secondaire en 1999, soit une part supérieure de 5,7 points par rapport à la moyenne d'ensemble.

La dynamique de construction est inférieure à la moyenne des communes rurales : 16,1 logements par hectare ont été construits en moyenne par an dans ces communes faiblement densifiées en logements (12 logements au km² en 2009). Les nouvelles constructions peuvent être destinées à plusieurs modes d'occupation dont l'habitat secondaire, particulièrement présent : 25,9 % des logements contre 18,0 % sur l'ensemble des communes rurales.

Ainsi, le parc de résidences principales majoritairement ancien se compose d'une part assez élevée d'habitat construit après les années 2000.

Un espace rural en cours de dynamisation

Les communes du quatrième groupe (*carte*) sont plus éloignées des pôles urbains : presque le tiers d'entre elles sont isolées et hors influence des pôles d'après le découpage en aires urbaines de 2010 contre seulement 10 % des communes des deux premiers groupes. Elles se situent principalement en région Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Bretagne intérieure et Centre de la France représentant 5,3 % de la population française et 22,1 % du territoire.

Bien que le phénomène soit de moindre ampleur que dans les communes du troisième groupe, de nouveaux arrivants s'y installent. Il s'agit plus souvent de ménages venant de la région francilienne et retraités. Ainsi en 2009, 33,1 % des personnes de référence des ménages de ces communes ont au moins 65 ans contre 28,5 % sur l'ensemble de l'espace rural.

L'impact sur l'habitat est double : 12,3 % des résidences principales de 2009 n'existaient pas en 1999 mais 11,6 % sont d'anciennes résidences secondaires ou logements vacants.

Abritant des ménages plus âgés, les communes du cinquième groupe (*carte*) sont les plus éloignées des villes : 14,7 km les séparent de la ville centre la plus proche et plus de quatre sur dix sont isolées. Elles se situent essentiellement en région Bourgogne, Champagne-Ardenne et Picardie (département de l'Aisne en particulier) couvrant 2,1 % de la population française et 16,7 % du territoire.

Négative depuis 1968, l'évolution de la population dans ces espaces est tout juste positive entre 1999 et 2009 (+ 0,8 %), grâce à l'arrivée de nouveaux habitants venus de l'Île-de-France et de l'étranger. La dynamique de construction y est toutefois quasiment nulle et la part de logements vacants y est relativement plus élevée que dans l'ensemble des espaces ruraux (9,4 % des logements, + 2,3 points par rapport à la moyenne).

En conséquence, le parc de logements n'est pas renouvelé : plus de sept résidences principales sur dix datent d'avant 1949 et les situations d'inconfort sanitaire sont plus fréquentes (6,0 % des logements ne disposent ni de douche ni de baignoire contre 3,0 % en moyenne sur les communes rurales).

Methodologie

Typologie des espaces ruraux

La classification des espaces ruraux en cinq groupes selon les dynamiques de population et de logements est issue des techniques d'analyse de données. Celles-ci permettent d'analyser conjointement plusieurs indicateurs statistiques. Les variables retenues couvrent trois thèmes :

- l'évolution de la population liée au solde naturel et au solde migratoire ;
- la dynamique de construction et le changement de mode d'occupation du parc existant ;
- l'évolution des caractéristiques des ménages.

Pour construire ces indicateurs, les sources mobilisées sont les millésimes 1999 et 2009 des recensements de la population, de Filocom (fichier fiscal décrivant le logement et ses occupants) ainsi que les données de la base Sitadel (base des permis de construire pour l'estimation des logements achevés).

Face aux variables constituant cette typologie, divers indicateurs sont utilisés pour décrire la population présente au sein de chacun des groupes de communes constituées. En particulier, les caractéristiques des arrivants sont connues grâce au fichier détail des migrations résidentielles construit à partir des données du recensement de 2008. Les individus sont interrogés, en 2008, sur leur résidence de 2003. Les données ne sont pas disponibles en 2009 suite à un changement de questionnaire.

Définitions

Solde migratoire apparent

La variation de la population d'un territoire est liée à son solde naturel (différence des naissances et des décès) et son solde migratoire (différence des entrées et des sorties). La variation totale de la population est mesurée par différence des populations entre deux recensements. Le solde naturel est connu à travers les chiffres de l'État civil. Le solde migratoire est estimé indirectement par différence entre la variation totale et le solde naturel. C'est pourquoi il est qualifié « d'apparent ».

Personne de référence du ménage

La personne de référence du ménage est déterminée à partir de la structure familiale du ménage et des caractéristiques des individus qui le composent.

Il s'agit le plus souvent de la personne de référence de la famille quand il y en a une, ou de l'homme le plus âgé, en donnant priorité à l'actif le plus âgé.

Unité urbaine

La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle **unité urbaine** une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. Sont considérées comme **rurales** les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine : les communes sans zone de bâti continu de 2 000 habitants et celles dont moins de la moitié de la population municipale est dans une zone de bâti continu.

Aire urbaine

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Selon le nombre d'emplois au sein du pôle, l'aire urbaine sera considérée comme grande (10 000 emplois), moyenne (5 000 emplois) ou petite (1 500 emplois). Les espaces périurbains sont constitués des communes sous l'influence d'une ou plusieurs grandes aires urbaines.

Rural population between 1999 and 2009: contrasting developments

After two centuries of rural exodus, the direction of movement between cities and the countryside reversed from the 1970s onwards. Until the end of the 1990s, the rural population increased slightly more quickly than urban dwellers. The phenomenon then gathered pace rapidly over the past decade: between 1999 and 2009 the rate of growth of the population in rural areas was twice that of urban areas (11.6% against 4.9%).

This demographic increase is, essentially, the result of an influx of new inhabitants. Its impact on the habitat varies depending on the area. The combined dynamics of the population and housing stock observed between 1999 and 2009 enable a classification of municipalities in five distinct groups.

Pour en savoir plus

L'exode urbain, P. Merlin, La documentation française, 2009
Typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques (littorales, montagne et DOM), synthèse M. Hilal, A. Barczak, F.-P. Tourneux, Y. Schaeffer, M. Houdart, D. Cremer-Schulte, Datar, décembre 2012
Le découpage en unités urbaines de 2010, l'espace urbain augmente de 19 % en une décennie, F. Clanché et O. Rascol, département de la démographie, Insee première n° 1364, août 2011
 L'ensemble des données de la publication sont consultables sur le site internet du SOeS : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

Gwendoline Volat, SOeS

le point sur

Commissariat général
au développement durable

Service de l'observation
et des statistiques

Tour Voltaire
92055 La Défense cedex
Mel : diffusion.so.es.cgdd@
developpement-durable.
gouv.fr

Fax : (33/0) 1 40 81 13 30

Directeur de la publication :
Sylvain Moreau

Rédacteur en chef :
Anne Bottin

Coordination éditoriale :
Patricia Repérant

Conception :
Catherine Grosset

Impression :
Bialec, Nancy (France)



ISSN : 2100-1634

Dépôt légal : décembre 2013